



CHANGEMENT du POINT de VUE des CANADIENS SUR L'EMPLOI

Sondage 2020 sur l'emploi et les compétences

Rapport préliminaire
mai 2020

LE CENTRE DES COMPÉTENCES FUTURES

Le Centre des Compétences futures est un centre de recherche et de collaboration avant-gardiste qui a pour mission de préparer les Canadiens et les Canadiennes à la réussite professionnelle. Nous croyons que les citoyens et citoyennes du Canada devraient avoir confiance en leurs compétences pour réussir dans un marché du travail en évolution. À titre de communauté pancanadienne, nous collaborons afin de déterminer, mettre à l'essai, mesurer et mettre en commun avec rigueur des approches novatrices pour évaluer et développer les compétences dont les gens auront besoin pour réussir dans les jours et les années à venir.

Le Centre des Compétences futures est un partenariat entre : Ryerson University, Le Conference Board du Canada, Blueprint ADE

Le Centre des Compétences futures est financé par le programme Compétences futures du gouvernement du Canada.



THE DIVERSITY INSTITUTE

Le Diversity Institute mène et coordonne des recherches multidisciplinaires et multipartites pour répondre aux besoins des Canadiens et des Canadiennes de tous les horizons, à la nature changeante des aptitudes et des compétences, et aux politiques, mécanismes et outils qui favorisent l'inclusion et la réussite économiques. Notre approche axée sur l'action et fondée sur des données probantes fait progresser la connaissance des obstacles complexes auxquels font face les groupes sous-représentés ainsi que des pratiques exemplaires pour induire des changements et produire des résultats concrets. Le Diversity Institute dirige des recherches pour le Centre des Compétences futures



This study was conducted by the Environics Institute for Survey Research:

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.



Les opinions et interprétations contenues dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de tout partenaire du projet ou du gouvernement du Canada.



Tables des matières

Résumé directif	1
A. Introduction	3
B. L'opinion de départ sur l'emploi	5
C. Le changement de point de vue par rapport à l'emploi	8
D. Mesures de soutien et résilience	14
E. Prévoir la suite	17
F. Conclusion	20

Résumé directif

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences avait au départ pour objet d'examiner la situation et le point de vue des Canadiens et Canadiennes quant à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'emploi. Or, ce sondage a été mené au moment où l'on a commencé à constater les effets de la pandémie de COVID-19. Nous avons donc l'occasion d'analyser les premières répercussions de cette crise sanitaire sur les opinions de la population canadienne.

Ce sondage confirme que la propagation de la maladie a entraîné un changement important dans le point de vue des Canadiens et Canadiennes par rapport à l'emploi. En effet, entre la fin de février et le début d'avril, on constate dans la plupart des régions du pays une augmentation du nombre de personnes qui pensent qu'il s'agit d'un mauvais moment pour trouver un emploi dans leur région, et du nombre de ceux qui s'inquiètent quant à la possibilité qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille immédiate puissent trouver ou conserver un emploi stable à temps plein. La seule province où l'on ne constate aucun changement notable est l'Alberta, où le niveau de pessimisme était déjà très élevé avant la pandémie.

Mais ce sondage montre aussi que même avant que les effets de la pandémie ne commencent à se faire sentir, les Canadiens et Canadiennes étaient nombreux à s'inquiéter de la sécurité d'emploi et à avoir été touchés directement ou indirectement par le chômage. Si rien n'est fait, le redémarrage de l'économie lorsque la présente crise sera passée ne fera que ramener le pays là où il était, c'est-à-dire qu'une personne sur deux au sein de la population active s'inquiète de la sécurité d'emploi, pour elle-même ou pour un membre de sa famille.

Le sondage montre que malgré le changement de point de vue par rapport à l'emploi, les Canadiens et Canadiennes continuaient d'avoir confiance en leurs capacités et dans le filet social à mesure que la pandémie progressait. Avant et après l'éclosion de COVID-19 au pays, les Canadiens et Canadiennes continuaient d'être tout aussi susceptibles d'être optimistes qu'avant par rapport à l'avenir et de penser qu'ils peuvent rebondir rapidement après une épreuve. De plus, la proportion de ceux qui croient qu'ils recevront de l'aide du gouvernement s'ils perdent leur emploi n'a pas changé. Par contre, les Canadiens et Canadiennes n'éprouvent pas tous cette confiance dans la même mesure : ceux qui ont un emploi stable, qui ont fait des études postsecondaires et dont le revenu est élevé sont plus susceptibles que les autres de faire preuve de résilience et de penser qu'il y a de l'aide. En revanche, les travailleuses et travailleurs qui ont un emploi moins stable risquent de craindre de ne pas pouvoir accéder aux ressources matérielles et non matérielles dont ils pourraient avoir besoin pour affronter cette tempête.

Enfin, le sondage donne des pistes de réflexion sur la façon dont les gouvernements et les employeurs pourraient préparer le redémarrage de l'économie une fois l'urgence passée. D'un côté, les travailleuses et travailleurs canadiens sont déjà ouverts aux nouvelles modalités de travail qui s'appuient plus que jamais sur la technologie pour faciliter les communications et la collaboration. Ils semblent également reconnaître l'importance des compétences comme celles touchant la communication et la collaboration, qui pourraient être de plus en plus recherchées à mesure que le travail reprendra. D'un autre côté, jusqu'à maintenant, beaucoup de travailleuses et

travailleurs n'ont pas eu l'occasion de suivre les formations professionnelles ou complémentaires dont ils pourraient avoir besoin pour effectuer la transition vers ces nouvelles modalités de travail : dans les cinq dernières années, à peine la moitié de la population active a eu droit à une formation

offerte par l'employeur. Or, ces formations pourraient s'avérer plus utiles que jamais, mais dans le contexte où les activités économiques sont à l'arrêt ou au ralenti, les employeurs pourraient avoir beaucoup de difficulté à les financer et à les offrir.

Grandes constatations :

- Le taux global de chômage avait beau être faible au début de l'année (avant que la pandémie ne se déclare au pays), les Canadiens et Canadiennes étaient déjà nombreux à s'inquiéter de la sécurité d'emploi, que ce soit pour eux-mêmes ou pour un membre de leur famille.
- Au mois de mars, le pessimisme quant aux perspectives d'emploi était à la hausse.
- Malgré ce changement de point de vue, les Canadiens et Canadiennes n'ont pas perdu confiance en leurs capacités ni dans le filet social au début de la pandémie.
- Par contre, les travailleuses et travailleurs qui ont un emploi moins stable font preuve de moins de résilience et ont moins confiance que les autres dans le filet social en cette période de crise sanitaire.
- En général, les travailleuses et travailleurs canadiens semblent à l'aise avec les nouvelles modalités de travail s'appuyant sur la technologie. Ils semblent également reconnaître l'importance des compétences susceptibles d'être de plus en plus recherchées à mesure que le travail reprendra, comme la capacité à communiquer et à collaborer.
- En général, les travailleuses et travailleurs qui peuvent suivre des formations professionnelles sont convaincus de l'utilité et des résultats de ces cours. Mais au cours des cinq dernières années, à peine la moitié de la population active a pu suivre une formation offerte par l'employeur. Les personnes plus âgées, celles qui ne sont pas syndiquées et celles occupant un emploi mal rémunéré sont moins susceptibles que les autres d'avoir suivi une telle formation.

A. Introduction

Au chapitre de l'emploi, il y avait bien longtemps que le Canada n'avait pas connu un aussi bon début d'année que celui de 2020. Le taux de chômage au pays est tombé à 5,7 %; dans le principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), ce taux se situait en deçà de 5 %¹. Mais en mars, les choses ont complètement changé avec le début de la pandémie de COVID-19. À la fin du mois, des lieux de travail avaient fermé et des millions de Canadiens et Canadiennes avaient soit perdu leur emploi, soit vu leurs heures de travail diminuer considérablement².

Jamais dans l'histoire contemporaine au pays n'a-t-on connu un retournement de situation aussi soudain.

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences fait état, du moins en partie, des premières répercussions de cette crise sur l'opinion des Canadiens et Canadiennes. Ce sondage, mené par l'Environics Institute for Survey Research en partenariat avec le Centre des Compétences futures et le Diversity Institute de l'Université Ryerson, a été conçu et lancé avant l'éclosion de COVID-19 au Canada et, au départ, n'avait pas pour objectif de mesurer les effets de cette crise sanitaire. Il visait plutôt à étudier la situation et l'opinion des Canadiens et Canadiennes quant à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'emploi.

Le sondage a tout de même été mené auprès de 5 000 adultes canadiens entre le 28 février et le 4 avril – exactement au moment où l'on a commencé à constater l'ampleur et les effets catastrophiques de la pandémie au pays. Pendant que les entrevues de ce sondage étaient menées, les lieux de travail, les écoles et les lieux publics fermaient, et toutes les personnes qui ne fournissaient pas de services essentiels ont eu pour consigne de rester à la maison. Toutes ces mesures visaient à limiter la propagation du virus. Sans que ce soit prévu, le sondage offre donc une occasion de se pencher sur le changement d'attitude des Canadiens et Canadiennes entre le début de mars – alors que les choses semblaient encore se dérouler normalement – et la fin de mars, au moment où le moindre aspect de la vie quotidienne avait changé.

Soulignons qu'une bonne partie des résultats de ce sondage sont d'autant plus pertinents dans le contexte d'une économie qui a changé du tout au tout. Si au début il avait pour but de soutenir les efforts pour améliorer l'emploi, il peut maintenant éclairer les premières réflexions sur ce qu'il faut faire pour le redémarrage de l'économie et un retour réussi de millions de Canadiens et Canadiennes au travail.

¹ Statistique Canada, Tableau 14-10-0327-01 : Caractéristiques de la population active selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, données annuelles.

² Statistique Canada rapporte que l'emploi a diminué de plus d'un million en mars, alors que plus de deux millions de Canadiens et Canadiennes étaient toujours employés, mais ont travaillé moins que la moitié de leurs heures habituelles, voire aucune heure. Voir Le Quotidien (9 avril 2020) à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200409/dq200409a-fra.htm>

Ainsi, ce premier rapport sur le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences comporte deux objectifs. Premièrement, examiner la mesure dans laquelle le point de vue des Canadiens et Canadiennes sur l'emploi et l'économie a changé en mars; deuxièmement, offrir des pistes de réflexion sur la façon dont les gouvernements

et les employeurs doivent réagir aux pertes et interruptions d'emploi que la pandémie a provoquées et sur la façon dont ils pourraient favoriser le redémarrage de l'économie lorsque les principales restrictions sur les déplacements et les interactions seront levées.

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences

Mené par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec le Centre des Compétences futures et le Diversity Institute de l'Université Ryerson, le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences fait état de l'expérience des Canadiens et Canadiennes au chapitre de l'enseignement, des compétences et de l'emploi, et de leur point de vue sur la sécurité d'emploi, les effets des avancées technologiques et la valeur de différents types de formation. En tout, 5 000 répondantes et répondants de 18 ans et plus dans l'ensemble des provinces et des territoires ont répondu aux questions en ligne (provinces) ou au téléphone (territoires) entre le 28 février et le 4 avril 2020. Environ 2 900 entrevues ont eu lieu jusqu'au 9 mars inclusivement – soit avant que l'OMS déclare l'état de pandémie –, et environ 2 100 à partir du 11 mars. Les résultats sont pondérés en fonction de l'âge, du sexe, de la région et de la scolarité pour qu'ils soient représentatifs de la population canadienne.

Ce premier rapport sur les résultats sur l'emploi sera suivi d'un rapport détaillé au courant de 2020.

B. L'opinion de départ sur l'emploi

En dépit du faible taux global de chômage au début de l'année (avant l'apparition de la pandémie au pays), beaucoup de Canadiens et Canadiennes disaient s'inquiéter de la sécurité d'emploi, que ce soit pour eux-mêmes ou pour un membre de leur famille.

Parmi les personnes de la population active ayant répondu au sondage entre le 28 février et le 9 mars³, 8 % étaient au chômage et à la recherche d'un emploi⁴. Mais près d'une personne sur deux affirmait s'inquiéter beaucoup ou assez à l'idée qu'elle-même ou un membre de sa famille immédiate puisse trouver ou conserver un emploi stable et à temps plein. Cette proportion comprend 46 % des personnes qui occupaient un emploi à temps plein, 53 % de celles qui

travaillaient à temps partiel et 53 % de celles qui étaient travailleuses et travailleurs autonomes. Bien que la proportion soit plus élevée parmi les personnes occupant un emploi temporaire, occasionnel ou saisonnier (55 %), près de la moitié des travailleuses et travailleurs permanents (46 %) disaient eux aussi s'inquiéter.

Parallèlement, pendant la même période, 40 % des répondantes et répondants qui faisaient partie de la population active étaient d'avis qu'il s'agissait d'un mauvais moment pour trouver un emploi dans leur ville ou leur région.

Les préoccupations quant à la sécurité d'emploi pourraient être en partie attribuables au fait que beaucoup de personnes qui travaillent actuellement ont récemment changé d'emploi.

TABLEAU 1
Opinions sur l'emploi

Groupe de la population :	Échantillon total	Population active	Travailleuses et travailleurs à temps plein	Travailleuses et travailleurs à temps partiel	Travailleuses et travailleurs autonomes	Chômeuses et chômeurs et à la recherche d'un emploi
Très ou assez inquiet en ce qui concerne la possibilité pour vous ou les membres de votre famille immédiate de trouver ou de conserver un emploi stable et à temps plein	47 %	50 %	46 %	53 %	53 %	71 %
Il s'agit d'un mauvais moment pour trouver un emploi dans la ville ou la région où vous habitez	40 %	40 %	38 %	37 %	45 %	59 %
Au cours des 12 derniers mois, vous avez personnellement vécu une période de chômage qui a duré au moins deux semaines (question posée seulement aux personnes qui occupent actuellement un emploi)	—	—	18 %	37 %	21 %	—

Sous-groupe : Personnes interrogées entre le 28 février et le 9 mars (n=2 899)

³ En tout, 2 899 Canadiens et Canadiennes ont répondu au sondage durant cette période à l'échelle des dix provinces et trois territoires. Les données pour cette période sont pondérées séparément en fonction de l'âge, du sexe, de la région et de la scolarité de manière à ce qu'elles soient représentatives de l'ensemble du pays.

⁴ Ce chiffre est légèrement supérieur au taux de chômage officiel avant la pandémie, mais la formulation de la question du sondage est un peu plus générale que celle qu'a employée Statistique Canada dans son Enquête sur la population active.

Près du quart (22 %) de celles qui occupaient un emploi dans la première phase du sondage (entre le 28 février et le 9 mars) ont indiqué que, dans les 12 derniers mois, elles avaient personnellement vécu une période de chômage qui avait duré au moins deux semaines. Comme on peut s'y attendre, celles qui travaillent actuellement, mais qui ont récemment vécu une période de chômage sont plus inquiètes à l'idée de se trouver ou de conserver un emploi stable (67%) que celles qui n'ont pas connu le même problème (43 %).

De fait, ce sondage montre que le chômage touche beaucoup de Canadiens et Canadiennes, au moins indirectement, qu'ils fassent ou non partie de la population active et qu'ils aient ou non récemment changé d'emploi. Parmi toutes les personnes interrogées jusqu'au 9 mars inclusivement, 27 % ont affirmé qu'un membre de leur famille immédiate avait été au chômage dans les 12 derniers mois, et 31 % ont dit qu'un ami proche avait vécu la même situation.

Avant de se pencher sur la mesure dans laquelle le point de vue sur l'emploi a changé depuis le début de la pandémie au Canada, il convient de se demander qui s'inquiétait le plus de la sécurité d'emploi avant le début de cette crise sanitaire (28 février au 9 mars).

- Le facteur le plus important est la **région** (ou la province) : de toutes les provinces, c'est en Alberta (60 %) que les répondantes et répondants sont le plus susceptibles de s'inquiéter à l'idée de devoir, ou qu'un membre de leur famille doive, trouver ou conserver un bon emploi alors que c'est au Québec (37 %) que les répondantes et répondants sont le moins susceptibles de s'en inquiéter. De la même manière, 74 % des Albertaines et Albertains étaient d'avis qu'il s'agissait d'un mauvais moment pour trouver du travail dans leur région par rapport à seulement 15 % des

Québécoises et Québécois. Mais la même proportion d'Albertaines et d'Albertains (24 %) que de Québécoises et Québécois (23 %) ont indiqué avoir été eux mêmes au chômage à un moment ou à un autre dans les 12 derniers mois.

- **L'âge** est également un facteur important. En effet, les travailleuses et travailleurs plus âgés sont moins susceptibles de s'inquiéter de la sécurité d'emploi que les plus jeunes : 40 % des personnes de plus de 55 ans s'inquiètent à l'idée de devoir, ou qu'un membre de leur famille doive, trouver ou conserver un emploi, comparativement à un sommet de 56 % parmi les 25 à 34 ans⁵. Même si les personnes de 18 à 24 ans sont plus susceptibles de dire qu'il s'agit d'un bon moment pour trouver un emploi dans leur région (50 % contre 36 % chez les 25 à 54 ans), elles sont plus susceptibles de dire qu'elles ont personnellement connu une période de chômage au cours des 12 derniers mois (39 % comparativement à 22 %).
- Les **immigrantes et immigrants** et les non-immigrantes et non-immigrants sont aussi susceptibles les uns que les autres de s'inquiéter de la sécurité d'emploi et de dire qu'il s'agit d'un mauvais moment pour trouver du travail dans leur région, mais les nouvelles immigrantes et nouveaux immigrants (42 %) (ceux qui vivent au Canada depuis 10 ans ou moins) sont deux fois plus susceptibles que la moyenne (22 %) de dire qu'ils ont personnellement vécu une période de chômage au cours des 12 derniers mois.
- Sans grande surprise, les personnes qui occupent un **emploi permanent** s'inquiètent moins de leur situation d'emploi et sont moins susceptibles d'avoir récemment connu une période de chômage que les travailleuses et travailleurs temporaires, occasionnels ou saisonniers. Parmi celles qui occupent un emploi permanent, 46 % s'inquiètent à l'idée de devoir, ou qu'un membre

⁵ Soulignons que certains des travailleurs et travailleuses plus âgés peuvent s'inquiéter davantage de la sécurité d'emploi d'un jeune membre de la famille que de leur propre sécurité d'emploi.

de leur famille doive, trouver ou conserver un bon emploi et 16 % ont récemment connu une période de chômage, comparativement à 55 % et 52 % de ceux occupant un emploi temporaire, occasionnel ou saisonnier.

- Les hommes et les femmes sont susceptibles dans la même proportion de s'inquiéter de la sécurité d'emploi, mais les femmes (44 %) sont plus susceptibles que les hommes (35 %) de dire qu'il s'agit d'un mauvais moment pour trouver du travail dans leur région.

- La scolarité n'est pas un facteur important. En effet, les titulaires d'un diplôme postsecondaire sont aussi susceptibles de s'inquiéter de la sécurité d'emploi et de dire qu'il s'agit d'un mauvais moment pour trouver du travail que ceux qui n'ont pas fait d'études postsecondaires. En revanche, les personnes qui n'ont pas de diplôme d'études postsecondaires (30 %) sont plus susceptibles que les autres (18 %) d'avoir connu une période de chômage au cours des 12 derniers mois.

C. Le changement de point de vue par rapport à l'emploi

À partir du 9 mars, les choses se sont mises à évoluer rapidement au Canada. D'abord, le premier décès attribuable au virus au pays a été annoncé au début de la semaine, puis, le 11 mars, l'OMS déclarait l'état de pandémie au moment où le premier ministre entamait sa période d'isolement volontaire, ce qui a mené à l'annulation de la rencontre des premiers ministres à Ottawa, qui était prévue le 12 mars.

Toujours le 12 mars, l'Ontario annonçait qu'après la relâche, les écoles publiques demeureront fermées pendant encore deux semaines; les autres provinces ont rapidement emboîté le pas. Peu après, c'était au tour des universités et des collèges de partout au pays d'annoncer que les cours se poursuivraient en ligne. Durant cette courte période, le prix du pétrole et les indices boursiers plongeaient pendant que les grands événements sportifs et culturels étaient annulés les uns après les autres. À la fin de la semaine, les Canadiens et Canadiennes à l'étranger recevaient la consigne de rentrer à la maison et de nouvelles restrictions étaient imposées aux étrangères et étrangers qui tentaient d'entrer au pays. Les provinces et les villes n'ont pas tardé à déclarer l'état d'urgence et peu à

peu, les services non essentiels et des lieux publics ont fermé⁶.

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences rassemble des renseignements sur l'important changement de point de vue qui s'est opéré durant cette période chez les Canadiens et Canadiennes. Pour illustrer ce propos, le présent rapport s'appuie sur une approche régionale et fait état du changement d'opinion dans les différentes provinces et régions, à différents moments allant de la fin de février au début d'avril (voir l'encadré pour plus de détails). Deux raisons expliquent cette approche. D'abord, comme nous l'avons vu plus haut, les points de vue sur l'emploi variaient beaucoup d'une région à l'autre avant la pandémie; les moyennes nationales ne constituent donc pas un très bon indicateur. Ensuite, puisque le sondage n'a pas été réalisé à la même date dans toutes les provinces et régions, les résultats obtenus après le 9 mars ne sont pas totalement représentatifs à l'échelle nationale⁷. On voit mieux les changements au fil du temps en comparant les résultats récoltés dans une même région un peu avant la pandémie et ceux obtenus pendant la pandémie.

⁶ <https://toronto.ctvnews.ca/timeline-emergency-orders-impacting-toronto-and-ontario-amid-the-covid-19-pandemic-1.4881738> (en anglais seulement); <https://www.hilltimes.com/2020/03/25/a-timeline-of-canadian-covid-19-developments/239788> (en anglais seulement).

⁷ Rappelons que les résultats de l'échantillon obtenus jusqu'au 9 mars sont pondérés de manière à ce qu'ils soient représentatifs à l'échelle nationale; voir la note 3.

Une approche régionale

Il faut faire attention lorsqu'on s'appuie sur les données de ce sondage pour comparer les opinions avant et après le début de la pandémie de COVID-19 au Canada, à la

mi-mars. Puisque, initialement, le sondage n'avait pas été conçu à cette fin, les échantillons du début de mars et ceux de la fin de mars ne sont pas également représentatifs. Par exemple, dans certaines provinces (notamment en Ontario), les réponses ont été recueillies beaucoup plus tôt – pour la plupart avant le début de la crise – alors qu'ailleurs (notamment dans les trois territoires) le sondage a été mené beaucoup plus tard.

Pour mieux faire état des effets du début de la pandémie, la présente section du rapport s'appuie sur une approche régionale pour examiner le changement de point de vue qui s'est opéré dans chacune des provinces et régions au cours des différentes périodes allant de la fin de février au début d'avril. Les dates exactes des trois périodes – avant la pandémie, la transition, pendant la pandémie – dans chacune des régions ou provinces varient légèrement pour refléter les différentes dates au cours desquelles le sondage a été mené et pour veiller à ce qu'un nombre suffisant de réponses aient été recueillies au cours de ces trois périodes (voir le tableau 2)⁸.

Les provinces de l'Atlantique sont regroupées, tout comme le Manitoba et la Saskatchewan et le Nord parce que le sondage a été mené durant la même période dans ces régions et que les réponses dans ces provinces ou territoires étaient largement similaires. Le sondage a été réalisé durant la même période en Alberta et en Colombie-Britannique, mais ces deux provinces n'ont pas été regroupées parce que les réponses touchant l'économie sont très différentes. En outre, les résultats de l'Alberta et de la Colombie-Britannique se limitent aux deux périodes⁹.

⁸ L'ajustement des dates de la période de sondage dans chacune des régions vise à distribuer l'échantillon le plus uniformément possible sur chaque période, dans chaque cas. La fiabilité des résultats s'en trouve donc améliorée. Soulignons toutefois que la date précise de la fin de la période n'influe pas sur la tendance des résultats de manière significative.

⁹ Précisons que les résultats régionaux sont calculés au moyen des facteurs de pondération nationaux, à l'exception du Nord.

TABLE 2
Périodes du sondage, selon les régions

Région		Période 1 Avant la pandémie	Période 2 Transition	Période 3 Pendant la pandémie
Atlantique	Dates	28 févr. au 9 mars	10 au 15 mars	16 au 30 mars
	n =	360	198	391
Québec	Dates	28 févr. au 8 mars	9 au 11 mars	12 au 25 mars
	n =	446	310	144
Ontario	Dates	28 févr. au 6 mars	7 mars	8 au 24 mars
	n =	368	419	114
Manitoba et Saskatchewan	Dates	28 févr. au 10 mars	11 au 15 mars	16 au 27 mars
	n =	317	164	319
Alberta	Dates	28 févr. au 8 mars	–	9 au 25 mars
	n =	373	–	127
Columbie-Britannique	Dates	28 févr. au 8 mars	–	9 au 25 mars
	n =	356	–	144
Nord	Dates	9 au 14 mars	15 au 20 mars	21 mars au 4 avr.
	n =	144	142	164

Le sondage montre qu'en mars, le pessimisme face à l'emploi est à la hausse presque partout.

- Par exemple, dans les provinces de l'Atlantique, la proportion de personnes qui disaient qu'il s'agissait d'un mauvais moment pour trouver du travail dans leur région est passée de 42 % avant la pandémie à 60 % pendant la pandémie.
- Au Québec, où la population était plus optimiste au début, la proportion de personnes qui pensaient qu'il s'agissait d'un mauvais moment pour trouver du travail a néanmoins plus que doublé, passant de 15 % à 35 %.
- On constate également une augmentation en Ontario (de 42 % à 57 %), au Manitoba et en

Saskatchewan (de 43 % à 71 %), en Colombie-Britannique (de 39 % à 60 %) et dans le Nord (de 35 % à 65 %).

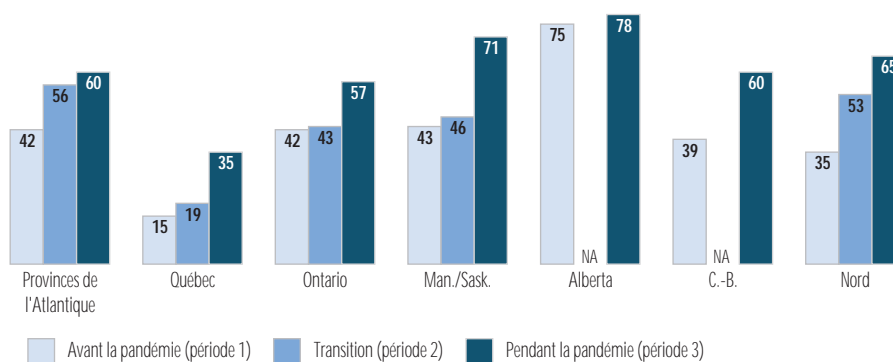
- La seule province où l'on ne constate aucune augmentation importante est l'Alberta et cette situation s'explique par le simple fait que le niveau de pessimisme était déjà très élevé avant le début de la crise.

Dans certaines régions du pays, le nombre de personnes qui s'inquiètent à l'idée de devoir, ou qu'un membre de leur famille doive, trouver ou conserver un emploi stable et à temps plein est à la hausse. Cette augmentation est plus marquée en Ontario (passant de 47 % à la période 1 à 66 % à la période 2) et au Manitoba et en Saskatchewan (passant de 47 % à 58 %).

GRAPHIQUE 1

Actuellement, c'est un mauvais moment pour trouver un emploi où j'habite (%)

Selon la période du sondage (note : la date exacte de chaque période varie selon la région)



Q3.

En pensant à la situation de l'emploi dans la ville ou la région où vous habitez aujourd'hui, diriez-vous qu'il s'agit actuellement d'un bon ou d'un mauvais moment pour trouver un emploi?

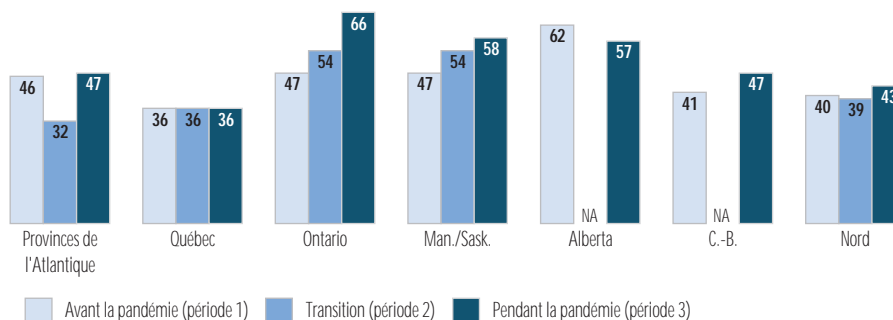
On constate partout au pays une hausse marquée du nombre de répondantes et répondants qui donnaient comme raison le nouveau coronavirus pour expliquer leurs préoccupations quant à la sécurité d'emploi. En Ontario par exemple,

seulement une poignée d'entre eux (2 %) avaient mentionné le virus dans les jours qui ont mené au 6 mars. À partir du 8 mars, cette proportion était passée à 28 %¹⁰.

GRAPHIQUE 2

Inquiet(ète) en ce qui concerne la possibilité de trouver ou de garder un emploi stable et à plein temps (%)

Selon la période du sondage (note : la date exacte de chaque période varie selon la région)



Q18.

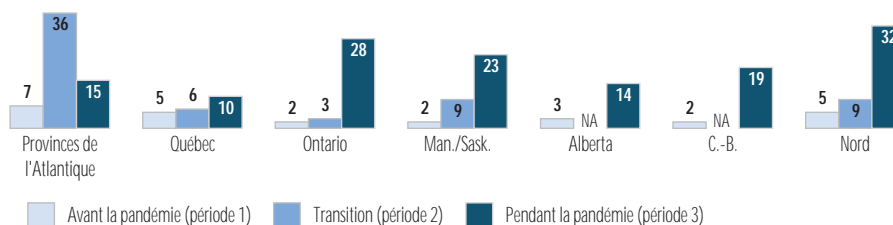
Êtes-vous très inquiet(ète), assez, peu ou pas du tout inquiet(ète) en ce qui concerne la possibilité pour vous ou les membres de votre famille immédiate de trouver ou de garder un emploi stable et à plein temps?

GRAPHIQUE 3

Inquiet(ète) en ce qui concerne la possibilité de trouver ou de garder un emploi stable et à plein temps en raison de la COVID-19 (%)

Sous-groupe : les personnes qui sont très ou assez inquiètes

Selon la période du sondage (note : la date exacte de chaque période varie selon la région)



Q18.

Êtes-vous très inquiet(ète), assez, peu ou pas du tout inquiet(ète) en ce qui concerne la possibilité pour vous ou les membres de votre famille immédiate de trouver ou de garder un emploi stable et à plein temps?

Q 19.

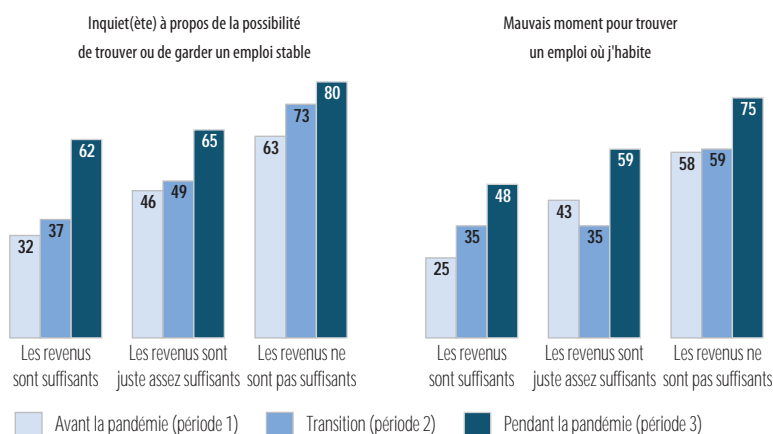
Pourquoi êtes-vous inquiet(ète)? [Question ouverte]

¹⁰ Il s'agissait d'une question ouverte. Il est possible que bien d'autres aient eu l'impression que la pandémie menaçait la sécurité d'emploi, mais qu'ils aient exprimé cette inquiétude sans mentionner la COVID-19, en parlant par exemple de la détérioration de la conjoncture économique de façon plus générale.

Au-delà des régions, ce changement de point de vue s'est opéré dans plus d'un groupe : chez les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires et ceux sans diplôme d'études postsecondaires, ceux qui ont un revenu élevé et ceux qui ont un faible revenu, les travailleuses et travailleurs de différentes catégories d'emploi¹¹. Dans certaines provinces ou régions, ce changement est parfois plus marqué

dans un groupe que dans l'autre, mais la tendance n'est pas constante à l'échelle du pays¹². Ces résultats témoignent donc de la nature régionale du marché du travail au Canada et montrent à quel point il est difficile de généraliser les tendances d'une région à l'autre. Cela dit, ce qu'il faut retenir, c'est que dans l'ensemble, en mars, un pessimisme accru quant à l'emploi était ressenti dans toute la société canadienne.

GRAPHIQUE 4
Perspectives d'emploi, par groupe de revenu auto-identifié (%)
 Sous-groupe : Ontario, selon la période du sondage



Q 18.

Êtes-vous très inquiet(ète), assez, peu ou pas du tout inquiet(ète) en ce qui concerne la possibilité pour vous ou les membres de votre famille immédiate de trouver ou de garder un emploi stable et à plein temps?

Q 3.

En pensant à la situation de l'emploi dans la ville ou la région où vous habitez aujourd'hui, diriez-vous qu'il s'agit actuellement d'un bon ou d'un mauvais moment pour trouver un emploi?

Q 48.

Diriez-vous que le revenu total de votre foyer est : suffisant pour vous et vous êtes en mesure d'épargner, juste assez suffisant et vous permet de ne pas avoir de graves problèmes, pas suffisant pour vous et vous devez faire des efforts pour boucler votre budget, pas suffisant pour assurer votre subsistance et vous avez de graves difficultés financières?

¹¹ Rappelons que les résultats changent en ce qui a trait à la perspective (perception) et non aux faits (situation d'emploi ou revenus).

¹² En raison des limites attribuables à la taille de l'échantillon, la ventilation n'est pas possible pour tous les sous-groupes dans chaque province ou région au cours des trois périodes.

D. Mesures de soutien et résilience

Compte tenu de l'ampleur des perturbations que la pandémie a causées à l'économie canadienne, ce changement de point de vue n'a rien d'étonnant. Ce qui est plus difficile à prédire, c'est la mesure dans laquelle ces changements ont affecté la confiance des Canadiens et Canadiennes face à l'adversité, la mesure dans laquelle ils ont l'impression que le gouvernement est là pour les aider et leur vision de l'avenir en général.

Dans l'ensemble, le sondage indique que les Canadiens et Canadiennes n'ont pas perdu confiance en eux-mêmes ni dans le filet social à mesure que la pandémie se répandait en mars.

Nous commençons ici par présenter les données nationales pour la période allant jusqu'au 9 mars, puis celle après le 9 mars (moment où se sont produits les bouleversements majeurs mentionnés plus tôt)¹³. Avant et après cette date, les Canadiens et Canadiennes demeuraient toujours aussi susceptibles :

- de se montrer optimistes face à l'avenir;
- d'avoir confiance en leurs capacités, même lorsqu'ils sont aux prises avec des difficultés;
- d'avoir l'impression de pouvoir rebondir rapidement après une épreuve;
- de dire qu'il y a des gens sur qui ils peuvent compter en cas de besoin.

TABLEAU 3
Confiance et résilience

Indicateur	Personnes interrogées entre le 28 févr. et le 9 mars (n=2 899) (%)	Personnes interrogées entre le 10 mars et le 4 avr. (n= 2 101) (%)
Ont confiance à la plupart des gens	37	33
Ont toujours ou souvent confiance en l'avenir	47	51
Ont toujours ou souvent confiance en leurs capacités, même lorsqu'aux prises avec des difficultés	61	63
Sont toujours ou souvent en mesure de rebondir rapidement après une épreuve	51	54
Ont toujours ou souvent des gens sur qui compter en cas de besoin	55	58

¹³ Puisque les réponses aux indicateurs faisant l'objet d'un examen dans la présente section ne varient pas autant d'une province à l'autre que le font les indicateurs ayant trait à l'emploi et à l'économie, nous pouvons présenter les données à l'échelle nationale – bien que la composition des échantillons régionaux ne soit pas la même avant et pendant la pandémie. Comme on peut le voir plus loin, l'analyse des résultats des échantillons régionaux confirme la même tendance générale dans les constatations. Soulignons que l'analyse a été menée en variant les dates et en appliquant des facteurs de pondération différents; on observe la même tendance générale dans chacun des cas.

Ils sont en outre à peu près aussi susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, bien que ce point de vue soit minoritaire (jusqu'au 9 mars inclusivement, 37 % disaient que, de façon générale, on peut faire confiance aux gens alors que 58 % étaient d'avis qu'on n'est jamais trop prudent; après cette date, ces chiffres étaient passés à 33 % et 63 % respectivement).

Une analyse des réponses selon les provinces ou les régions confirme que la composition des échantillons régionaux n'a pas eu d'incidence sur les résultats de ces deux périodes : lorsque les régions sont prises en compte individuellement, la tendance générale est également à la stabilité – on ne constate aucune fluctuation importante dans les réponses¹⁴.

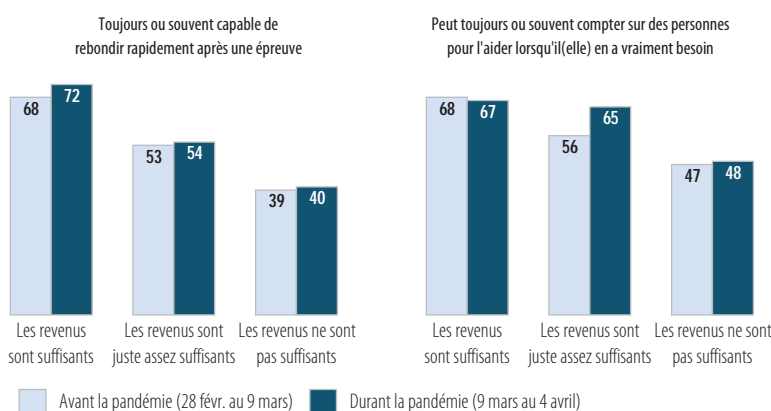
Bien qu'il soit encourageant de constater que la pandémie n'a pas entraîné une baisse immédiate marquée de l'optimisme des Canadiens et

Canadiennes face à l'avenir et de la résilience dont ils font preuve, il faut rappeler que cet état d'esprit varie beaucoup d'un groupe à l'autre. Par exemple, ceux qui occupent un emploi stable, qui ont un diplôme d'études postsecondaires et qui ont un bon salaire ont tendance à faire preuve de plus de résilience que les autres (ils sont plus susceptibles d'avoir confiance en leurs capacités et de penser pouvoir rebondir rapidement après une épreuve). Ils sont également plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens. Cette constatation s'applique aussi chez les hommes par rapport aux femmes. Ainsi, bien que l'on n'observe aucune diminution généralisée de la résilience au moment où les effets de la pandémie ont commencé à se faire sentir, il n'en reste pas moins que la confiance de certains groupes de la population canadienne est plus faible, et donc qu'ils se demandent s'ils pourront obtenir de l'aide en cas de besoin ou s'ils seront en mesure de rebondir.

GRAPHIQUE 5

La résilience, par groupe de revenu autoidentifié (%)

Selon la période du sondage



Q 11.

En pensant à votre vie en général, à quelle fréquence diriez-vous que vous : (c) êtes capable de rebondir rapidement après une épreuve; (d) pouvez compter sur des personnes pour vous aider lorsque vous en avez vraiment besoin?

Q48.

Diriez-vous que le revenu total de votre foyer est : suffisant pour vous et vous êtes en mesure d'épargner, juste assez suffisant et vous permet de ne pas avoir de graves problèmes, pas suffisant pour vous et vous devez faire des efforts pour boucler votre budget, pas suffisant pour assurer votre subsistance et vous avez de graves difficultés financières?

¹⁴ Il y a peut-être une exception à cette règle. En effet, il semble que l'optimisme au Canada atlantique a diminué considérablement durant la période de pandémie (après le 16 mars). Par exemple, les habitantes et habitants de cette région n'étaient plus aussi susceptibles de dire qu'ils étaient toujours ou souvent capables de rebondir rapidement après une épreuve. Mais ils étaient plus nombreux à dire qu'ils étaient parfois capables de rebondir, et moins nombreux à dire qu'ils étaient rarement ou jamais capables de le faire. Ce changement de point de vue n'est donc pas aussi majeur qu'il ne le semblait au départ et n'est pas assez important pour affaiblir la tendance générale mise en lumière plus haut.

La même tendance générale se dégage lorsque l'on regarde la confiance des Canadiens et Canadiennes envers les gouvernements et les programmes gouvernementaux en cas de perte d'emploi. Par exemple, selon le sondage, dans la période précédant l'arrivée de la pandémie, environ deux personnes sur trois (61 %) dans la population active sont d'avis qu'il est très ou assez probable qu'elles seraient admissibles à des prestations d'assurance-emploi si elles devaient se retrouver au chômage. Parallèlement, une sur deux (51 %) est très ou assez convaincue que dans une telle éventualité, le centre d'emploi gouvernemental de sa région l'aiderait à se trouver un nouvel emploi. Aucune de ces données ne change beaucoup dans les périodes du sondage avant et pendant la pandémie.

De façon plus générale, la proportion des Canadiens et Canadiennes qui croient que les gouvernements ont une incidence positive sur la vie de la plupart des gens n'a pas changé de manière significative.

Cela dit, soulignons encore une fois que la réponse à ces questions varie beaucoup d'un groupe à l'autre. Une fois de plus, les personnes qui ont un emploi stable, qui ont un diplôme d'études postsecondaires et qui ont un bon revenu sont plus susceptibles de s'attendre à de l'aide des programmes d'assurances gouvernementaux ou des centres de services dans l'éventualité d'une perte d'emploi. Il est donc intéressant de noter que les Canadiens et Canadiennes qui risquent le plus de perdre leur emploi en cas de crise, comme la pandémie actuelle, sont les moins susceptibles de penser qu'ils peuvent compter sur un filet social. Ils sont aussi les moins susceptibles de dire que les gouvernements ont habituellement une incidence positive sur la vie de la plupart des gens.

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences a de quoi rassurer et de quoi inquiéter. Le fait qu'il n'y ait eu aucune diminution généralisée immédiate de la résilience des Canadiens et Canadiennes et que ceux-ci sont

toujours aussi convaincus de pouvoir obtenir de l'aide dans la foulée de la pandémie est rassurant. Mais le fait que ceux qui risquent le plus de rencontrer des difficultés sont aussi ceux qui sont le moins susceptibles de faire preuve de résilience et de confiance rappelle les défis auxquels font souvent face les décideuses et décideurs politiques au moment d'aider les personnes qui en ont le plus besoin. Les chômeuses et chômeurs et les personnes à faible revenu sont environ deux fois plus susceptibles de penser que les gouvernements ont une incidence négative sur la vie de la plupart des gens que le contraire – cette tendance était avérée avant le début de la pandémie et elle n'a pas changé.

Il est en outre possible que les opinions aient encore changé après la fin du sondage en raison de l'arrêt économique qui perdure (et des pertes de revenu qui en résultent pour beaucoup) et à la suite de l'annonce des gouvernements concernant les mesures de soutien supplémentaires pour aider les personnes qui étaient affectées par la crise. Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences fournit les premiers indicateurs sur la résilience et sur la confiance de la population dans le filet social et ceux-ci pourront faire l'objet d'autres études qui évalueront les répercussions à long terme de ces événements.

TABLEAU 4
Mesures de soutien gouvernementales

Indicateur	Personnes interrogées entre le 28 févr. et le 9 mars (n=2 899) (%)	Personnes interrogées entre le 10 mars et le 4 avr. (n= 2 101) (%)
Très ou assez susceptible de recevoir des prestations d'assurance-emploi si vous perdiez votre emploi (le sous-groupe exclut les personnes retraitées)	61	65
Très ou assez convaincu que le centre d'emploi gouvernemental de votre région vous aidera à trouver un nouvel emploi si jamais vous étiez sur le point de perdre votre emploi (le sous-groupe exclut les personnes retraitées)	51	50
Les gouvernements ont une incidence positive sur la vie de la plupart des gens	29	32

E. Prévoir la suite

Les Canadiens et Canadiennes adhèrent aux mesures imposées pour limiter la propagation de la COVID-19, mais on commence à se demander quand et comment lever les restrictions quant aux déplacements et aux rassemblements en vue de redémarrer l'économie. Au moment d'écrire ces lignes, il semblerait que ce redémarrage n'aura pas lieu avant des semaines, voire des mois, et lorsqu'il se produira, ce sera graduellement. Il est possible que beaucoup de Canadiens et Canadiennes doivent continuer de faire du télétravail ou, à tout le moins, travailler de manière à permettre la distanciation physique. Il est également possible que certains lieux de travail ou certains emplois aient changé pour de bon parce que le contexte particulier de la pandémie a donné lieu à l'innovation ou, ce qui est plus inquiétant, parce que le virus pourrait être là pendant encore longtemps, ce qui rendrait tout « retour à la normale » difficile.

Les résultats du sondage donnent à la fois de quoi espérer et de quoi s'inquiéter de l'avenir du monde du travail au pays. Dans le premier cas, il y a lieu de croire que les Canadiens et Canadiennes sont ouverts aux modalités de travail qu'on pourrait voir de plus en plus souvent, et ce, même lorsque les urgences les plus pressantes seront chose du passé.

- **La technologie** : Dans l'ensemble, les Canadiens et Canadiennes semblent bien s'ajuster aux changements que la technologie a entraînés au travail. De fait, les deux tiers de la population active disent que dans les cinq dernières années, les nouvelles technologies de l'information et l'informatique ont transformé dans une

grande ou une certaine mesure la façon dont ils accomplissent leurs tâches. Et parmi les personnes qui ont vécu cette transformation, les résultats sont perçus de façon plus positive que négative : la majorité pense qu'il est plus agréable et plus facile d'effectuer leurs tâches. Les personnes dont le travail s'est le plus transformé grâce à la technologie sont aussi les plus susceptibles de se dire satisfaites de leur emploi actuel. D'un point de vue plus général, la plupart des Canadiens et Canadiennes – soit la majorité dans tous les groupes d'âge et tous les types d'emploi – *ne sont pas d'accord* pour dire que les nouvelles technologies causent plus de problèmes qu'elles n'en règlent. Ces constatations donnent à penser que dans l'ensemble, les Canadiens et Canadiennes sont ouverts aux nouvelles modalités de travail qui s'appuient plus que jamais sur la technologie pour faciliter les communications et la collaboration.

- **Les types de compétences** : Les Canadiens et Canadiennes semblent reconnaître l'importance des compétences qui pourraient être de plus en plus recherchées à mesure que le travail reprendra. À la question portant sur les compétences ayant été les plus déterminantes pour eux au moment de se trouver un emploi après leurs études, ils étaient plus susceptibles de répondre les communications (36 %), la capacité à résoudre des problèmes (33 %), la capacité à collaborer dans une équipe (31 %) et le savoir-faire technique ou la connaissance d'un sujet précis (31 %) ¹⁵. Lorsqu'ils doivent nommer *le* type de compétence le *plus* déterminant dans l'obtention de leur emploi actuel ou le plus récent, le savoir-faire technique ou la

¹⁵ Si l'on fait le calcul, on arrive à une somme supérieure à 100 %. Cette situation s'explique par le fait que plusieurs réponses étaient possibles. Le sous-groupe exclut les étudiantes et étudiants inscrits à un programme formel.

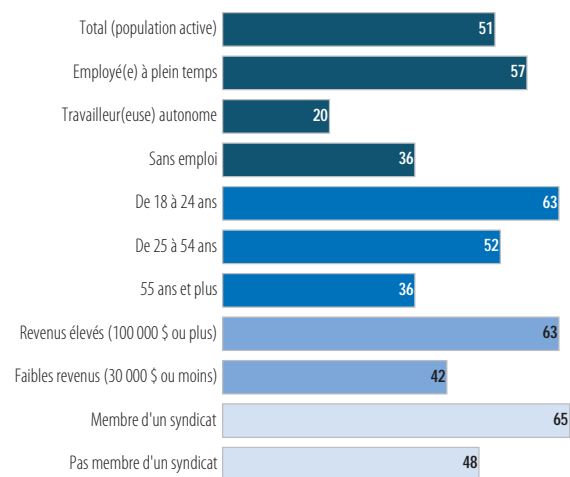
connaissance d'un sujet précis est la réponse qui revient le plus souvent, mais seulement une fois sur quatre (24 %) ¹⁶. Beaucoup ont mentionné que l'aptitude à communiquer (18 %), la capacité à collaborer (12 %), le leadership (11 %) et la capacité à résoudre des problèmes (11 %) étaient les qualités prépondérantes. De la même manière, environ une personne sur quatre (24 %) mentionne le savoir-faire technique ou la connaissance d'un sujet précis lorsqu'il est question des compétences les plus déterminantes pour un jeune qui amorce sa carrière, mais beaucoup indiquent l'aptitude à communiquer (16 %), la capacité à collaborer (15 %) et la capacité à s'adapter rapidement au changement (15 %). Soulignons que des travailleuses et travailleurs de toutes sortes de secteurs nomment d'autres compétences que le savoir-faire technique ou la connaissance d'un sujet précis. Par exemple, ceux qui travaillent dans la vente ou le commerce de détail sont plus susceptibles de dire que la compétence qui les a le plus aidés à obtenir leur emploi actuel est la capacité à communiquer. Les ouvrières et ouvriers de leur côté sont plus susceptibles de parler de leur capacité à collaborer et à travailler en équipe.

Parallèlement, les réponses ayant trait à la formation professionnelle envoient des messages contradictoires. D'un côté, les travailleuses et travailleurs qui ont suivi une forme ou une autre de formation professionnelle dans les cinq dernières années sont habituellement heureux de l'expérience et des résultats. Par exemple, parmi ceux qui ont pu suivre des cours offerts par l'employeur dans les cinq dernières années, neuf sur dix sont d'avis que l'expérience les a aidés à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour

GRAPHIQUE 6

A participé à un cours de formation offert par l'employeur afin d'améliorer ses compétences (dans les 5 dernières années)

Sous-groupe : population active



Q 35.

Au cours des cinq dernières années, avez-vous participé à l'une ou l'autre des formes suivantes de formation professionnelle afin d'améliorer vos compétences? (a) Un cours de formation offert par votre employeur.

bien faire leur travail. D'un autre côté, seulement une personne sur deux dans la population active a pu vivre une telle expérience; en d'autres termes, dans les cinq dernières années, la moitié de la population active n'a eu droit à aucune formation offerte par l'employeur. Les travailleuses et travailleurs les plus âgés, ceux qui ne sont pas syndiqués et ceux qui occupent un emploi mal rémunéré sont moins susceptibles que les autres d'avoir pu suivre une telle formation.

¹⁶ Pour cette question et celles du reste du paragraphe, une seule réponse était possible.

Soulignons que lorsqu'ils doivent indiquer quel est le meilleur moyen pour eux d'acquérir une nouvelle compétence, les travailleuses et travailleurs canadiens sont plus susceptibles de dire que c'est en apprenant auprès d'un collègue sur le terrain (40 %) que par l'entremise d'un cours officiel offert par l'employeur (28 %). On constate donc toute l'importance des interactions et de la collaboration entre pairs, non seulement du point de vue de la satisfaction professionnelle, mais aussi du point de vue de l'acquisition de

compétences. Cette constatation montre en outre à quel point il importe d'offrir aux employées et employés de multiples possibilités d'apprentissage auprès de leurs collègues et dans leur milieu de travail plutôt qu'en salle de classe ou dans un centre de formation. La question est de savoir si ce type d'interactions et de possibilités, qui sont interrompues à court terme, reprendront bientôt ou si les nouvelles modalités de travail auront des effets négatifs sur l'apprentissage auprès des pairs à moyen et à long terme.

F. Conclusion

Le sondage de 2020 sur l'emploi et les compétences fait état de l'important changement de point de vue qui s'est opéré chez les Canadiens et Canadiennes durant le mois de mars, au moment où la pandémie de COVID-19 commençait et que les lieux de travail non essentiels fermaient. Ils ont commencé à s'inquiéter davantage à l'idée de devoir, ou qu'un membre de leur famille doive, trouver ou conserver un emploi stable et à temps plein, et sont devenus plus susceptibles de dire qu'il s'agissait d'un mauvais moment pour trouver du travail dans leur ville. Dans certaines provinces ou régions, ce changement de point de vue était plus marqué dans un groupe que dans l'autre, mais dans l'ensemble, les travailleuses et travailleurs de tous les secteurs ont été touchés.

Il importe de documenter ce phénomène, même s'il n'a rien d'étonnant. Ce sondage donne un premier aperçu de la situation immédiatement après le début de la pandémie et les résultats pourront faire l'objet d'un examen dans le cadre d'autres études. En outre, le sondage présente d'autres constatations qui pourraient orienter les réflexions entourant le redémarrage de l'économie et le retour au travail.

Premièrement, rappelons qu'avant la pandémie et malgré la situation généralement favorable au pays sur le marché du travail à ce moment-là, beaucoup de Canadiens et Canadiennes s'inquiétaient déjà de la sécurité d'emploi et avaient fait face directement ou indirectement à une période de chômage (que ce soit eux-mêmes, un membre de leur famille ou une amie ou un ami). Le taux de chômage ne rend pas compte de la portée de ces appréhensions et de ces situations. Ce serait donc une erreur de se concentrer uniquement sur la nécessité de rouvrir les lieux de travail, aussi

cruciale cette réouverture puisse-t-elle être. Si aucun changement n'est apporté, le redémarrage de l'économie ne fera que ramener le pays là où il était, c'est-à-dire qu'une personne sur deux au sein de la population active s'inquiètera de la sécurité d'emploi, pour elle-même ou pour un membre de sa famille.

Deuxièmement, bien qu'il soit encourageant de constater que les travailleurs et travailleuses du Canada continuent de sentir la même protection du filet social avant et après le début de la pandémie, il n'en demeure pas moins que beaucoup ne sentent pas cette protection. Ceux qui ont un emploi stable, qui ont fait des études postsecondaires et dont le revenu est élevé sont plus susceptibles que les autres de faire preuve de résilience et de s'attendre à de l'aide du gouvernement en cas de besoin. Dans l'ensemble, deux personnes sur cinq dans la population active ne croient pas qu'elles seraient admissibles à des prestations d'assurance-emploi si elles se retrouvaient au chômage et seulement une personne sur deux s'attendrait à de l'aide d'un centre d'emploi gouvernemental de sa région pour se trouver du travail. Il reste encore à examiner les effets à long terme que provoque le manque de confiance dans le filet social sur les travailleuses et travailleurs. Plus précisément, on ignore la mesure dans laquelle cette situation peut nuire aux décisions concernant le perfectionnement, qui comporte une part de risque et un coût de substitution.

Troisièmement, si les Canadiens et Canadiennes semblent ouverts aux plus récentes technologies de l'information et des communications qui pourraient faciliter les nouvelles modalités de travail, il est loin d'être certain qu'ils auraient

la possibilité de suivre des formations qui leur permettraient de mieux exploiter ces moyens techniques, surtout si les choses ne peuvent pas revenir à la normale avant encore longtemps. En effet, au cours des cinq dernières années, à peine la moitié de la population active a pu suivre une

formation professionnelle offerte par l'employeur. Le pays se retrouve donc devant un casse-tête : ces formations pourraient s'avérer plus utiles que jamais, mais dans le contexte où l'économie est à l'arrêt, les employeurs pourraient avoir beaucoup de difficulté à les financer et à les offrir.

**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survery Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org